Philippe FOURNIER

Et si on rêvait la France aujourd'hui pour préparer demain ?

Philippe Fournier

Et si on rêvait la France aujourd'hui pour préparer demain ?

© Philippe Fournier, 2026

ISBN numérique : 979-10-439-0623-7

Librinova

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Préface

Peut-on rêver la France, imaginer d'autres possibles pour notre pays, comme dans la série ***What if*** ?[1] où le gardien, Uatu, voit se dérouler toutes les réalités alternatives, en nous révélant que « *le temps, l'espace, la réalité, ces éléments ne sont pas linéaires. Ce sont des prismes reflétant une infinité de possibilités, dans lesquelles un simple choix peut aboutir à d'innombrables réalités, créant autant de mondes alternatifs à ceux que nous connaissons* ». (Que serait devenu notre pays sans la dissolution de l'Assemblée nationale ?)

Et si notre démocratie pouvait être regardée avec la méthode de la série des studios Marvel, en imaginant ce qu'il adviendrait en changeant quelques paramètres, en créant quelques évènements, suivis de l'enchaînement des causes et de leurs effets. Le citoyen, rouage d'une grande machine démocratique, qui agit sur lui, sans qu'il puisse imaginer dévier sa trajectoire, entre alors dans une grande effervescence mentale, enchaînant les questions « et si on faisait ainsi, qu'adviendrait-il ? », une forme inexplorée de citoyenneté.

Personne ne fera reproche au citoyen gagné par cette hubris d'imaginer, encore moins proposer d'autres possibles, dénué qu'il est du statut d'expert, de décideur, ou de membre élu de la représentation nationale. Qui pourra lui reprocher cet exercice et lui faire un procès en illégitimité, puisqu'il parle de « nulle part », ou plutôt d'un « quelque part », contingent et insignifiant – la citoyenneté – dont on n'attend aucune production de sens. Ses propos ne peuvent entacher sa réputation, puisqu'il n'en a pas. Liberté citoyenne d'imaginer, dont semblent privés ceux qui nous dirigent.

Le citoyen qui s'exprime alors libère sa pensée de la nécessité de donner une forme convenue à son « ouvrage ». Il peut pousser aussi loin qu'il le désire l'exploration des hypothèses qu'il formule, ressasser les faits, sous différents angles, tourner autour d'une problématique globale, à laquelle est confronté notre pays, et l'examiner successivement du point de vue de la Nation, de ses territoires, de l'Europe.

C'est la question posée par cet ouvrage. Peut-on laisser vagabonder sa créativité, et vouloir déployer une vision globale sur la situation de notre pays, à partir du petit poste de vie étriqué qu'on occupe dans la société civile ?

Explorer un nouveau statut-citoyen, expert de son poste de vie, et à ce titre légitime comme tout autre citoyen à vouloir penser en grand, sous forme d'un

questionnement posé à ceux qui nous dirigent, ajoutant ses questions et propositions au collectif des citoyens qui délibèrent.

Je me suis lancé dans cet « exercice de style », osant vouloir voir une « grande image » du beau pays de France, multipliant les « et si on faisait ceci ou cela, que se passerait-il ? », assis devant mon clavier, poussé par un mouvement d'avoir à me sortir de l'apathie citoyenne dans laquelle je me trouvais, rivé parfois de façon addictive au spectacle des chaînes télévisuelles en continu, soumis à la dictature de l'actualité, à l'irruption des menaces, des craquements de la grande machine du monde, partout, délitement social, phénomènes climatiques, guerre d'agression contre l'Ukraine, massacre du 7 octobre 2023 et massacre de la population de Gaza, et maintenant, crise constitutionnelle en France, faillite morale des républicains américains, rangés derrière Donald Trump, défilement que je suis incapable de refuser, par solidarité avec ce monde en souffrance, ou tout phénomène de crise doit obtenir mon attention, ayant en tête la citation de John Stuart Mill : « *Ne laissez personne apaiser sa conscience en lui faisant croire qu'il ne peut faire de mal s'il ne participe pas, et ne donne pas son avis. Les hommes méchants n'ont besoin de rien de plus pour parvenir à leur fin, que d'hommes bons qui contemplent sans intervenir.* »

Je rejoins les citoyens, bien sages, condamnés à l'écoute passive, appelés à considérer comme indépassables les propos des commentateurs, qui ne leur laissent qu'une courte fenêtre de réflexion personnelle, pour ne pas perdre le fil de ce qui survient dans la marche du monde, ressentant la peur d'en manquer une partie, le Fomo, « fear of missing out », l'anxiété de la déconnexion d'avec les affaires publiques, décrites pour les réseaux sociaux chez les urbains hyperconnectés dans leur réseau privé, mais ressentie également chez les rurbains du « voiture - embouteillage - boulot de survie - voiture embouteillage - retour à la maison - télévision - dodo », qui regardent CNews ou BFM TV le soir.

Pour autant, j'appartiens à la génération d'avant, celle des lecteurs quotidiens du Monde et de l'écoute de France Culture, alternant les périodes de vagabondage dans ce jardin luxuriant des médias de prise de recul et dans les livres de papier, que je peux recouvrir de mes commentaires au crayon gras.

Dans ces moments, je suis dans la position du chasseur-cueilleur ancestral, avant l'avènement de l'agriculteur, devenu l'expert qui creuse son sillon, n'ayant quant à moi qu'à tendre la main pour cueillir ces fruits savoureux du savoir, tout entier soumis à ma *libido sciendi*.

Je me souviens d'avoir cueilli les prémices du traumatisme actuel dans un papier du Monde, le 4 juillet 2024[2], sur « les élections qui nous rendent malades », lorsque l'enjeu est majeur, faisant monter notre taux de cortisol circulant, hormone du stress, encore plus lorsque nous appartenons au camp qui a perdu, celui de James Mac Cain contre Barak Obama en 2008, amenant un état dépressif et une perte de sommeil chez un électeur sur quatre, et, en 2020, lors de l'élection présidentielle opposant Biden et Trump, à une augmentation de 29 % des consultations de santé mentale (pourtant mal remboursées aux États-Unis) et une hausse de 17 % des hospitalisations pour maladie cardio-vasculaire aiguë. Je n'ose imaginer les conséquences en termes de santé publique du traumatisme systémique en cours.

Je vois que le fait politique et l'état de la démocratie restent une grande affaire. Je me forme l'image de notre souci commun, de la résilience des démocraties au cours des périodes troubles, et j'en suis renforcé.

Je rétrécis la perspective à notre crise constitutionnelle en cours, en France, et je cueille la tribune de Pierre Manent[3] dans Le Figaro, qui retrace la perte de la polarité entre les deux propositions opposées d'options gouvernementales, l'épuisement de l'axe droite-gauche, au terme de l'impuissance successive des deux camps à répondre à la lente dérive du pays sur plusieurs décennies, remplacée par un pivot central à l'avènement d'Emmanuel Macron, qui se révélait finalement inconsistant, aligné sur l'instance européenne, vidant de sa vitalité le débat national, prenant maintenant appui sur la polarité centrale de l'opposition à l'extrême-droite, démonstration imparable excusant l'impuissance publique par la formule que : « *Nous au moins, nous ne sommes pas eux. La martingale était trouvée : 2002, 2017, 2022* ».

Pour autant, le Rassemblement national (RN), « *le parti qui se réclamait de la nation à voix si haute, n'en proposait pas une figure bien convaincante […] sa paresse intellectuelle, la rareté et pauvreté de ses initiatives, son incapacité en quarante ans à parvenir au moindre enracinement social* ». Ses succès électoraux apparaissent comme « *un contrecoup pour ainsi dire mécanique aux défaillances de plus en plus béantes des gouvernements successifs* ». Nous assistons non plus à « *une bataille qui a lieu à l'intérieur de la cité – entre la droite et la gauche, mais à une bataille qui a lieu entre la cité légitime et les exclus de la cité légitime* ».

La circulation du débat politique perd toute possibilité argumentative tournée

vers le bien commun, et se polarise autour d'un « *argument imparable : en votant pour toi, nous n'avons pas voté pour toi, mais contre l'autre, et tu le sais bien* ».

Nos yeux se dessillent. Les institutions politiques sont entrées dans une crise inédite. Une convulsion de l'histoire française et européenne, puisque partout en Europe, les partis d'extrême-droite effectuent leur poussée, accédant au pouvoir, en Italie après la Hongrie, qui reste l'exemple le plus accompli de la démocratie illibérale, gangrénée par la kleptocratie et les atteintes à l'État de droit, bénéficiant pour autant da la présidence tournante des nations européennes en juillet 2024, et accourant aussitôt au Kremlin pour prendre l'initiative d'un dialogue qui était en fait un acte d'allégeance.

Dans les pas de Victor Orban, le premier acte du président RN du groupe de députés européens « patriotes pour l'Europe » » a été de voter contre le soutien européen à l'Ukraine, nous enlevant tout espoir que le modèle hongrois puisse servir de repoussoir aux dirigeants du RN.

Fallait-il pour Emmanuel Macron sonner le tocsin après les résultats des élections européennes et espérer que la sidération et l'inquiétude de la majorité des électeurs, divisés, mais majoritairement hostiles au RN, conduisent lors d'élections législatives anticipées, à un mouvement brutal de contre-régulation, une réaction de sauvegarde, relégitimant le pivot central, mis à mal dans une élection européenne, considérée

peut-être comme non centrale.

Le pari d'une « chambre introuvable », venant relancer l'action présidentielle, était un fantasme, hélas. Trois blocs émergeaient, dont aucun ne pouvait nommer un gouvernement. Deux blocs étaient qualifiés d'extrêmes et le pivot central, réduit à la portion congrue, avait pour seule marge de manœuvre de susciter une alliance de députés, de personnes plus que de partisans, aux orientations idéologiques et aux convictions opposées, quant à la direction que doit prendre le pays, mais réunis par

l'opposition aux extrêmes et surtout, on l'espérait, par l'intérêt du pays, à défaut d'une vision pour l'avenir qui leur faisait cruellement défaut.

Il faut remonter loin dans l'histoire de France, à Pierre Waldeck Rousseau pour trouver l'exemple d'un gouvernement de « défense républicaine », qui ait tenu dans la durée, constitué initialement contre le péril d'un putsch militaire ourdi par l'extrême-droite anti-dreyfusarde et rassemblant des personnalités aussi

dissemblables que le « fossoyeur de la Commune », le général et marquis Gaston de Gallifet, qui fit montre d'une brutalité sans modération lors de la Semaine sanglante de répression de la Commune de Paris en mai 1871, surnommé le « marquis aux talons rouges », et qui, pourtant, se retrouvait ministre de la Guerre, au sein du gouvernement constitué le 22 juin 1899 aux côtés du Premier ministre socialiste, Alexandre Millerand.

Notre « front républicain » d'aujourd'hui, destiné à barrer la route au RN, a fonctionné quand il s'est agi de substituer au vote d'adhésion introuvable un vote « contre l'extrême-droite », barrant la route à une offre programmatique dont la partie visible de l'iceberg, pour ce qui concernait le programme économique du RN, reposait sur quelques mesures simples et inoffensives, favorisant le pouvoir d'achat – oublié le FREXIT et les 101 milliards d'euros de coût annuel du programme présidentiel 2022 du RN. On n'en gardait que la baisse de la TVA sur les carburants. En somme, rien qui ne témoigne d'une convergence bien sage vers les propositions d'autres membres de l'arc républicain, marquées par le clientélisme et un certain déni de la réalité économique, essuyant les critiques des économistes, et même de Thomas Piketty[4] pour ce qui est des propositions du Nouveau Front Populaire (NFP), pointant que « *les montants évoqués par le Nouveau Front Populaire ont toutefois pu effrayer : autour de 100 milliards d'euros de prélèvements et de dépenses nouvelles d'ici à trois ans, soit 4 % du PIB* », alors même que la France entre dans une procédure de déficit excessif devant les instances européennes, simple détail, à examiner avec tout le recul d'un économiste porteur d'une vision stratosphérique et mondiale des inégalités à travers le monde et l'histoire : « *À long terme, ces montants n'ont rien d'excessif : les recettes fiscales sont passées en Europe occidentale et nordique de moins de 10 % du revenu national avant 1914 à 40-50 % depuis les années 1980-1990, et c'est cette montée en puissance de l'État social (éducation, santé, services publics, protection sociale, etc.) qui a permis une croissance sans précédent, de la productivité et du niveau de vie, quoi qu'aient pu en dire les conservateurs de toutes les époques*. »

Ne sommes-nous pas néanmoins à un « point de bascule », terme employé pour le changement climatique, et que nous repérons également dans le discours de Jérôme Fourquet[5], sur le « stato-consumérisme », s'alarmant pêle-mêle de la progression de la dépense dans la sphère publique, la perte de compétitivité et le déficit de la balance commerciale, la progression de la dette de 950 milliards d'euros durant les deux mandatures d'Emmanuel Macron, le coût du service de

celle-ci, dépassant bientôt le budget de l'Éducation nationale, conduisant au constat pour le moins inquiétant : « *Le pays ne produit plus, mais il consomme et il réglemente* ». Fallait-il accélérer ce mouvement avec le programme du NFP ?

Alors retournons-nous vers le bloc central, le pivot des partis de gouvernement, et rappelons-nous le constat accablant de l'inconsistance des analyses et des propositions, dans le camp de ceux qui étaient encore aux affaires, cédant massivement à la facilité du « biais de disponibilité », biais cognitif du barrage contre le Rassemblement national, perçu comme la seule option disponible, sans formuler aucune offre programmatique d'envergure.

Aucune personne sensée n'a pensé que les propositions des deux blocs extrêmes devaient être prises au sérieux, car elles avaient tout d'une posture, qu'il serait bien difficile de traduire en acte de gouvernement, qu'il s'agisse du fantasme du grand soir pour le NFP au mépris des équilibres économiques déjà compromis, ou de l'obsession de la préférence nationale pour le RN, dans notre société ouverte, dont on peut légitimement penser qu'elle a besoin d'unité autour de valeurs communes, plus que d'opposition entre des appartenances communautaires, le Français de souche devenant alors l'une de ces appartenances. Ces propositions des blocs extrêmes auraient bien pu servir de repoussoir utile pour le bloc des partis de gouvernement, mais le fait nouveau était l'absence de projet dudit bloc central, son silence assourdissant quant aux perspectives d'avenir du pays, ses propositions tardives et alarmistes, appelant à des décisions fortes de contrôle budgétaire que ce même gouvernement, chargé des affaires courantes, aurait dû mettre en œuvre avant d'avoir à partir. Le moment était tragique.

Les constitutionalistes étaient à la tâche, Benjamin Morel[6] dénonçant la monocratie présidentielle, explorant toutes les manœuvres possibles pour sortir de l'ornière.

Aucune de ces manœuvres n'est inscrite dans la Constitution, et rien n'est gravé dans le marbre quand il s'agit de gouverner sans majorité. Le spectacle des débats parlementaires était affligeant. On n'y percevait que désir morbide de s'opposer, de revendiquer des postes, des places, et pas des responsabilités, d'accaparer l'attention du public citoyen par la surenchère, lequel citoyen est tenté par l'exode informationnel, la déconnexion, le dégoût. La vie parlementaire est une peau de chagrin où s'est perdu l'intérêt commun pour la nation.

Nous sommes toujours dans le temps court d'une crise dont nous ne voyons pas

l’issue, alors que nous nous sentions, avant la dissolution, protégés par le fonctionnement d’une « presque majorité » au sein d’institutions en état de marche.

Sommes-nous dans une « fin de cycle », comme le suggérait un article du Frankfurter Allgemeine Zeitung du 18 décembre 2024, cité par Solenn de Royer[7] dans son éditorial :

Notre Président, né après la mort de Charles de Gaulle, aurait « *dilapidé des derniers restes de son héritage* ». C’est ce qu’on lisait dans ce morceau de *Schadenfreude*, caractéristique de l’ambiguïté de nos relations avec nos « amis allemands », intitulé « *l’Agonie de la Cinquième République* ».

Ce n’était pas vers l’Europe qu’il fallait se tourner pour le salut de nos institutions, mais vers notre Nation et ses citoyens, comme le constatait Patrick Boucheron[8] dans un éditorial des Inrockuptibles du 11 décembre 2024, qui notait « *l’incroyable écart entre la responsabilité de la société qui tient et le système médiatique et la classe politique quicontinuent leur dégringolade* ».

Pendant ce temps-là, quelque chose se préparait, de l’autre côté de l’Atlantique, dans la plus grande démocratie occidentale, gardienne de nos valeurs, qui avait su préserver sa polarisation entre deux options de gouvernement, et dont la majorité basculait totalement vers une arrivée aux affaires d’une équipe républicaine bien préparée, aux options extrêmes, dans le bureau ovale et au Congrès. Un « *Cygne noir* » apparaissait soudainement et les premiers mois du trumpisme-série 2 prenaient l’allure d’une scène biblique. L’illibéralisme se déployait sous nos yeux, sous une forme épidémique et massive, avec le basculement du gendarme du monde et serviteur du Droit international dans le clan des États voyous, ne retenant que les rapports de force comme règle de conduite, manifestant sans honte une cupidité désinhibée envers les ressources en terres rares de l’Ukraine et du Groenland, au mépris de toute autre considération.

Les racines des bases démocratiques du peuple américain sont massivement attaquées et asphyxiées, système judiciaire, médias, universités, financement des instances d’entraide internationales. L’État trumpiste n’a que des ennemis, mais respecte la Russie, un État totalitaire capable d’exposer 450000 de ses soldats à la mort ou à des blessures graves, de martyriser un peuple européen et qui nous menace par une guerre hybride, en passe de se poursuivre longtemps, et de s’intensifier.